

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 mars 2002

Original: français

**Lettre datée du 18 mars 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de transmettre au Conseil de sécurité les réactions du Rwanda concernant l'attitude du Gouvernement de Kinshasa vis-à-vis du dialogue intercongolais de Sun city, ainsi que la déclaration du Gouvernement rwandais sur les accusations de la France au Conseil de sécurité concernant l'attaque de Muliro.

1. La vérité sur Muliro

Le Gouvernement de Kinshasa s'est emparé de Muliro, ancienne position militaire du RCD-Goma, en toute violation de l'Accord de paix de Lusaka. L'avancement des Forces armées congolaises au-delà de Muliro, notamment sur la localité de Kamamba qu'elles voulaient prendre au RCD, leur a coûté la reprise de Muliro par le même RCD que le Gouvernement de Kinshasa voulait déloger de Kamamba, première localité après Muliro. C'est ainsi que cela s'est passé.

2. Kinshasa confond délibérément RCD et APR

Le Rassemblement des Congolais pour la démocratie (RCD) constitue l'opposition congolaise la plus importante, tant du point de vue militaire que politique contre le Gouvernement de Kinshasa.

Face à cette force de frappe à la fois militaire et politique, le Gouvernement de Kinshasa cible continuellement le RCD-Goma qu'il ne désigne pas par son nom et dont il a adopté la stratégie de le confondre avec l'APR. Cette confusion délibérée, voulue, a pour objectif de minimiser la force la plus importante de l'opposition congolaise et de ce fait, nier systématiquement la panoplie de raisons profondes pour lesquelles les Congolais du RCD-Goma ont pris les armes contre Kinshasa.

3. Kinshasa sabote le dialogue intercongolais

Le Gouvernement de Kinshasa sabote le dialogue intercongolais de Sun City (Afrique du Sud) comme il a saboté celui d'Addis-Abeba (Éthiopie). Dans les deux cas, la délégation de Kinshasa est sortie de la salle de réunion en avançant des raisons qui ne tiennent pas debout.

Pour quiconque suit de près l'attitude du Gouvernement de Kinshasa dans cette affaire, l'on sait que les tentatives de Kinshasa d'imposer Joseph Kabila aux



autres forces congolaises comme Président de la transition ont subi un échec retentissant. C'est précisément cet échec retentissant qui hante le Gouvernement de Kinshasa et qui lui fait croire, à tort ou à raison, qu'il part perdant dans cette bataille politique du dialogue intercongolais. D'où claquement de la porte à Sun City.

4. Le Rwanda soutient fermement le dialogue intercongolais

La problématique fondamentale congolaise est politique. De nombreuses questions politiques congolaises doivent trouver des solutions politiques adéquates. C'est là l'importance primordiale du dialogue intercongolais et de sa réussite que nous appelons de tous nos vœux.

Le Gouvernement de Kinshasa a déclaré avant même Sun City qu'il n'y aura pas de dialogue intercongolais tant que le Rwanda sera toujours présent au Congo. Une telle déclaration s'inscrit en faux contre l'Accord de Lusaka qui doit être mise en application dans toutes ses clauses, notamment le dialogue intercongolais, le désarmement et le désengagement des forces négatives et le retrait de toutes les forces étrangères de la République démocratique du Congo.

Puisse cette lettre, ainsi que la Déclaration de mon gouvernement en annexe, être publiées et distribuées aux pays Membres de l'Organisation des Nations Unies comme document du Conseil de sécurité

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Anastase **Gasana**

Annexe à la lettre datée du 18 mars 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais]

Déclaration du Gouvernement rwandais, en date du 15 mars 2002, en réponse aux accusations formulées par la France

1. Le Gouvernement rwandais est consterné par les accusations formulées par la France devant le Conseil de sécurité, accusations selon lesquelles le Rwanda aurait envoyé des troupes en République démocratique du Congo en violation de l'engagement qu'il avait pris d'appliquer l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka.
2. Cela est d'autant plus surprenant que la France est parfaitement consciente qu'une mission d'observation des Nations Unies, la MONUC, est déjà déployée en République démocratique du Congo avec pour mandat de surveiller et de contrôler ce type d'incidents. La MONUC devrait enquêter sur l'incident en question et informer toutes les parties intéressées avant que des accusations de cette sorte ne soient proférées. Jusqu'à présent, la MONUC n'est pas entrée en communication avec nous au sujet des mouvements de troupes supposés.
3. La France n'ignore pas non plus que les combats à Muliro, Kamamba, Pepa, Zongwe et Nyange se déroulent tous dans des territoires sous contrôle du RCD. Par conséquent, seules des forces gouvernementales de la République démocratique du Congo ont pu lancer une offensive qui constitue une violation flagrante du cessez-le-feu et des protocoles de désengagement qui complètent l'Accord de Lusaka.
4. Il convient par ailleurs de rappeler que, depuis septembre 2001, le Comité politique a demandé en vain aux forces gouvernementales de la République démocratique du Congo de quitter toutes les positions occupées illégalement. À sa dernière réunion, tenue à Luanda en février 2002, il a réitéré sa demande. Pour toute réponse, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a déclenché de nouvelles offensives qui ont débouché sur la situation actuelle.
5. Il semblerait que le Président Kabila ne soit pas parvenu à établir sa légitimité auprès de ses compatriotes, que ce soit à Sun City ou ailleurs, et qu'il ait choisi de torpiller le dialogue intercongolais en livrant combat. La meilleure solution pour la France serait d'inciter le Président Kabila à renoncer à emprunter une voie aussi dangereuse. Elle devrait l'encourager à choisir la seule issue viable à la crise congolaise, qui consiste à s'associer pleinement à l'application de l'Accord de Lusaka. La France et le Conseil de sécurité n'ont jusqu'à présent pas condamné les actes belliqueux qui ont été commis.
6. Les accusations de la France ne facilitent en rien le processus.
7. Le Gouvernement rwandais assure de nouveau à ses partenaires que ses forces n'ont pas participé aux combats qui se déroulent actuellement dans la zone de Muliro, il n'a pas dépêché de renforts en République démocratique du Congo, contrairement à ce qu'affirme la France, et n'a nullement l'intention de le faire.
8. Le Gouvernement lance par ailleurs un appel au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour qu'il se replie sur ses positions défensives,

comme convenu dans le plan de désengagement de Kampala et les sous-plans de Harare. Si la République démocratique du Congo ne participe pas au dialogue intercongolais, c'est le processus de paix même qui risque d'être affaibli.
